



## Faire fortune sous Ferdinand VII

Jean-Philippe Luis

### ► To cite this version:

Jean-Philippe Luis. Faire fortune sous Ferdinand VII. Xavier Huetz de Lempis, Jean-Philippe Luis. Sortir du labyrinthe, Casa de Velazquez, pp.215-240, 2012, 9788496820777. hal-01215851

**HAL Id: hal-01215851**

**<https://hal.uca.fr/hal-01215851>**

Submitted on 24 Feb 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial| 4.0 International License

## FAIRE FORTUNE SOUS FERDINAND VII

Jean-Philippe LUIS  
Centre d'Histoire Espaces et Cultures,  
Université Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand)

Aguado, Figueroa, Fontanellas, Riera, Remisa, ces cinq personnalités ont pour point commun d'avoir connu un enrichissement rapide sous le règne de Ferdinand VII et un niveau de fortune exceptionnel. Ces immenses fortunes sont paradoxales car elles ont été bâties à contre-courant de l'évolution économique du pays qui les a vu naître. Ces hommes entraient dans le groupe restreint des Espagnols les plus riches au moment même où leur pays, ruiné par la guerre d'Indépendance et par la perte de l'essentiel des colonies américaines, connaissait un effondrement brutal des ressources de l'État (entre un tiers et la moitié), et une atonie du commerce liée à une déflation marquée par une raréfaction du numéraire. L'appauvrissement de l'Espagne était par ailleurs alimenté par un contexte politique difficile : une guerre civile ouverte ou larvée de 1814 à la fin de la première guerre carliste, en 1840. Cette situation n'a pourtant pas empêché la constitution de quelques fortunes colossales, dont l'acquisition rapide à un tel niveau n'était pas envisageable avant 1808. Le plus riche parmi ces hommes était Alexandre Marie Aguado qui possédait à sa mort, en 1842, plus de vingt millions de francs<sup>1</sup>. Gaspar de Remisa bénéficiait à la même période (il meurt en 1847) d'une fortune inférieure mais toujours considérable (autour de cinquante millions de réaux, soit environ 12,5 millions de francs)<sup>2</sup>, tout comme Francisco Fontanellas qui laissait à sa mort, en 1851, 60 millions de réaux (15 millions de francs). Dès 1823, ce dernier était l'un des douze plus importants contribuables de Barcelone<sup>3</sup>. Il n'existe pas d'évaluation précise pour les deux derniers millionnaires de la liste, mais l'on sait que Luis de Figueroa possédait plusieurs millions de francs à la fin du règne de Ferdinand<sup>4</sup>. Felipe Riera est le moins connu des cinq personnages et on ignore le niveau de sa fortune au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, on sait qu'il acquit un splendide palais à Madrid, connu sous le nom de Casa de los Alfileros, dans les années 1830<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 259-262.

<sup>2</sup> E. RIERA, *Els afrancesats a Catalunya*, p. 334 ; J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, p. 35.

<sup>3</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 56.

<sup>4</sup> G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la Casa Figueroa », p. 125 et 128 ; G. GORTAZAR, « Las dinastías españolas de fundidores de plomo de Marsella ».

<sup>5</sup> Ce palais était situé au cœur de Madrid, rue Alcalá. A. RULL SABATE, « El palacio del marqués de Casa Riera ». Quelques éléments biographiques dans P. JANKE, *Mendizábal y la instauración de la monarquía constitucional*, pp. 249-250, 265.

et l'on disait que son fils possédait 150 à 180 millions de francs en 1904. La somme paraît fantaisiste, mais elle est le reflet d'une réputation bien établie<sup>6</sup>. Malgré ces incertitudes, une chose est sûre : ces fortunes sont considérables et atteignent les budgets annuels de certains ministères sous Ferdinand VII<sup>7</sup>.

Par ailleurs, la réussite des cinq hommes d'affaires dont il est question ici est en contradiction avec ce que les grandes synthèses nous affirment sur les différentes générations de la grande bourgeoisie espagnole. Angel Bahamonde distingue une première vague issue de commerçants-hidalgos qui ont émergé au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui était constituée majoritairement de Basques, de Navarrais ou d'individus issus du littoral cantabrique, à laquelle a succédé, à partir des années 1830, une nouvelle génération, incarnée par le marquis de Salamanca dont la réussite repose sur la gestion de la dette publique, des nouvelles valeurs boursières (en particulier le chemin de fer) et sur la propriété foncière rurale et urbaine dans un esprit spéculateur<sup>8</sup>. Le règne de Ferdinand VII est absent de cette chronologie de construction de la grande bourgeoisie espagnole du XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant de grosses fortunes sont apparues à cette période. Quelles voies ces nouveaux riches ont-ils empruntées pour s'enrichir dans un pays en crise politique et économique ? Cette question, qui peut se poser dans de nombreux contextes historiques, est ici intimement liée à la mutation profonde que connaît d'une part l'Espagne de l'après guerre d'Indépendance et d'autre part l'Europe aux lendemains de l'épisode napoléonien. Rétabli en 1814, l'Ancien Régime survit jusqu'en 1834, mais le retour en arrière s'avérait impossible. Politiquement, l'absolutisme n'était plus un horizon indépassable car la société espagnole était entrée dans la politique moderne. Économiquement et diplomatiquement, le nouvel équilibre mondial avait réduit considérablement la place de l'Espagne, les circuits économiques et financiers euro-américains s'en trouvant profondément modifiés.

Il n'est pas question ici de parcourir à nouveau les chemins bien balisés de la révolution industrielle en Méditerranée, ou de s'interroger sur la nature de la bourgeoisie espagnole. Se pencher sur le parcours de certains hommes d'affaires signifie avant tout s'interroger sur les capacités et les modalités d'adaptation de la société et de l'État espagnols à ce nouveau contexte. Il y eut des gagnants et des perdants. Au travers de l'histoire de quelques-uns des plus brillants gagnants, c'est une articulation nouvelle entre État, société et économie qui peut être

---

<sup>6</sup> Cette somme est connue grâce à une affaire qui fit grand bruit dans le Paris de la Belle époque : un certain Pierre Riera, forgeron catalan, accusa le fils de Felipe Riera d'usurpation d'état civil et revendiqua son énorme fortune (A. BECQ DE FOUQUIERES, *Mon Paris et mes Parisiens*. Vol. I, p. 49).

<sup>7</sup> En 1828-1829, le budget du ministère des Finances, le plus important après celui de la Guerre, s'élevait à 70 millions de réaux. Celui du ministère de *Gracia y Justicia* à 14,5 millions de réaux et celui de *Estado* à un peu moins de 11 millions. J. FONTANA, *Hacienda y Estado*, p. 113.

<sup>8</sup> A. BAHAMONDE, J. A. MARTINEZ, *Historia de España*. Siglo XIX, pp. 457-458.

mise à jour. La comparaison entre ces cinq personnages n'est pas aisée car les informations les concernant sont très inégales. Aguado est le mieux connu au travers de deux monographies récentes<sup>9</sup>. Luis de Figueroa est, en général, évoqué rapidement à propos des travaux portant sur son petit-fils, le comte de Romanones. Il n'a donné lieu qu'à trois articles importants, dont deux de Gérard Chastagnaret qui serviront de base dans la comparaison menée. Fontanellas a été sorti récemment de l'oubli par Stephen Jacobson<sup>10</sup>. Il n'existe qu'une vieille monographie sur Remisa<sup>11</sup>, mais de nombreuses données le concernant sont dispersées dans les ouvrages portant sur les règnes de Ferdinand VII et sur la régence de Marie-Christine. Riera est de loin le moins bien connu, malgré l'importance de sa fortune et de son rôle politique sous Ferdinand VII. Cette inégalité d'information complique, voire interdit parfois, la comparaison, mais quelques grandes lignes peuvent être dégagées.

### *Les sources de la fortune : quand le commerce conduit à la finance*

Les cinq personnages qui ont fait fortune sous Ferdinand VII appartiennent à une même génération, celle née dans les années 1780 (1781 pour Figueroa, 1784 pour Remisa, 1785 pour Aguado, 1790 pour Riera), à l'exception de Fontanellas né un peu plus tôt, en 1772. Il s'agit donc, ce qui a son importance pour la suite, de générations éduquées sous l'Ancien Régime. Ces hommes n'étaient pas issus de milieux plébéiens, mais ils ne faisaient pas non plus partie du sommet des élites du pouvoir ou de la fortune. Ils appartenaient à ces groupes issus du commerce ou de la petite noblesse locale qui étaient au XVIII<sup>e</sup> siècle en phase d'ascension sociale, à la faveur de la nouvelle politique de la monarchie, de la rénovation des relations avec les Amériques et de la bonne conjoncture économique. La famille d'Alexandre Aguado était celle qui avait été le plus loin dans cette ascension, en intégrant, dès les années 1770, l'oligarchie sévillane et en acquérant un titre de noblesse (comte de Montelirios) en 1764, après avoir fait fortune à partir de 1730 dans le grand commerce américain. Alexandre Marie Aguado était donc, en 1808, le fils d'un aristocrate, mais l'horizon de la famille ne dépassait pas la basse-Andalousie. Comme de très nombreux cadets de son milieu, il était militaire lorsque la guerre d'Indépendance éclata<sup>12</sup>. Luis de Figueroa y Casaús était lui aussi un militaire. Issu d'une famille d'hidalgos de Llerena, il profita certainement du patronage exercé par Godoy en faveur

---

<sup>9</sup> Outre J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, voir l'ouvrage d'A. RUBEN PUENTE, *Alejandro Aguado, militar, banquero, mecenas*, qui décrit le parcours d'Aguado jusqu'en 1833.

<sup>10</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero ».

<sup>11</sup> J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*.

<sup>12</sup> Pour de plus amples détails sur la famille Aguado, voir J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, chapitres I et II.

des hidalgos d'Estrémadure, milieu duquel lui-même était issu. En effet, Luis de Figueroa avait intégré le prestigieux corps des Gardes du Corps, qui était devenu une des vitrines les plus importantes de la puissance du patronage de Godoy<sup>13</sup>. Les trois autres hommes d'affaires appartenaient au milieu du négoce catalan. On n'en sait guère plus sur les origines de Riera et de Remisa<sup>14</sup>. Francisco Fontanellas y Calaf était le fils d'un petit fabricant de papier de la région de Penedés qui eut un parcours proche de celui des Aguado soixante ans plus tôt, c'est-à-dire de ces nombreux individus modestes issus du nord de la péninsule qui allaient chercher fortune dans le commerce américain en débutant par une boutique à Cadix. Les guerres de la Révolution les ont probablement empêchés de créer la succursale qu'ils ambitionnaient d'installer à Veracruz, et les frères Fontanellas se spécialisèrent dans le commerce du papier, créant de nouvelles boutiques à Barcelone en 1797 et à Malaga. Ils élargirent leurs activités au transport du papier en Amérique dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui les conduisit à s'introduire dans le commerce en gros des produits américains, comme le sucre ou le cacao<sup>15</sup>.

En 1808, les deux *hidalgos* militaires, Aguado et Figueroa, semblaient bien loin des trois négociants catalans. La guerre d'Indépendance rapprocha cependant brutalement leurs conditions. En effet, Alexandre Marie Aguado et Luis de Figueroa collaborèrent avec les Français les armes à la main, en servant comme officiers dans les troupes de Joseph Bonaparte. Ce choix les conduisit à s'exiler en France dès 1813 et de se fixer à Paris pour Aguado et à Marseille pour Figueroa qui avait dans cette ville un parent. L'exil rompit ainsi une carrière militaire toute tracée et les obligea à une reconversion dans le commerce. Dans un premier temps, ils vendirent ou fabriquèrent tous deux un peu de tout : Figueroa aurait « fabriqué quelques cuites de savon, clarifié une partie de vin, envoyé quelques pacotilles »<sup>16</sup>, Aguado, quant à lui, aurait fait le commerce de l'eau de Cologne, et même des parapluies dit la légende<sup>17</sup>. Le premier commence toutefois à réaliser quelques opérations d'importation de plomb entre 1817 et 1820 avec un autre Espagnol de Marseille, Guerrero, avant même la suppression du monopole sur ce produit par les Cortes libérales en 1820<sup>18</sup>. Le second se spécialise progressivement dans le commerce du vin et des produits espagnols ou cubains. Aguado

---

<sup>13</sup> F. ANDUJAR CASTILLO, « Elites de poder militar: las Guardias Reales » ; T. GLESENER, « Godoy y la Guardia Real ».

<sup>14</sup> Juan Vicens Vives rapporte uniquement que Remisa était connu dans le petit monde du commerce barcelonais au début de la guerre d'Indépendance (*Industrials i politics del segle XIX*, p. 311).

<sup>15</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », pp. 59-62.

<sup>16</sup> Cité dans G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la Casa Figueroa », p. 126.

<sup>17</sup> Un bon exemple de cette légende du négociant de génie dans : C. de BOIGNE, *Petits Mémoires de l'Opéra*, pp. 113-114.

<sup>18</sup> G. CHASTAGNARET Gérard, *L'Espagne, puissance minière*, pp. 152, 179.

apparaît pour la première fois en 1819 dans l'*Almanach du commerce* comme « négociant », puis, à partir de 1823, sous la mention « commerce d'Espagne et de ses colonies »<sup>19</sup>. Il faisait venir de Cadix des olives, des oranges et des citrons avant 1820, mais surtout du vin et des raisins secs en quantité ainsi que des cigares de Cuba. Aguado ouvrit ainsi le marché français aux vins espagnols, en particulier le Xérès, et il exportait du vin de Bordeaux à Cuba. Certains liens avec Cuba et avec Cadix laissent planer un doute sur la participation d'Aguado à la traite illégale des noirs<sup>20</sup>. Cette réussite commerciale a été possible en s'appuyant sur une pratique familiale du négoce, activité qui n'avait jamais été abandonnée, malgré l'entrée dans l'aristocratie sévillane. En effet, les Aguado se trouvaient parmi les fondateurs en 1781 du nouveau consulat de commerce de Séville, et une branche de la famille Aguado, représentée à Paris par Roque Aguado, le grand-oncle d'Alexandre Marie, avait une maison de négoce à Cadix et une succursale à Londres.

La guerre d'Indépendance eut aussi des conséquences importantes pour les trois autres hommes d'affaires. À la faveur de l'approvisionnement aux armées, tous trois connurent une accélération rapide du volume de leurs affaires et un enrichissement important. Une rumeur rapportait que même Aguado avait profité de l'aubaine entre 1810 et 1812<sup>21</sup>. Remisa et Riera furent des *afrancesados* du monde du négoce à Barcelone et devinrent en 1812 munitionnaires des armées françaises<sup>22</sup>. Comme de très nombreux *afrancesados* appartenant à ce monde<sup>23</sup>, ils ne furent pas inquiétés au départ des Français et Remisa passa directement de l'approvisionnement des troupes au service des Français à celui des troupes du général Castaños, puis devint, en 1819, l'unique munitionnaire de la garnison de Barcelone. Il poursuivit toutefois ses opérations de négoce en créant à cette période la société « Remisa e hijos », spécialisée dans l'importation de charbon anglais, probablement à Malaga pour les fonderies de cette zone et peut-être plus tard pour les premières machines à vapeur utilisées dans les filatures de Barcelone<sup>24</sup>. Profitant de son expérience et de ses contacts avec les Français, il obtint d'Ouvrard, dans le cadre des célèbres contrats signés par le banquier avec l'armée française, l'approvisionnement des troupes françaises en Catalogne et au Levant lors

---

<sup>19</sup> S. BOTTIN, *Almanach du commerce de Paris*.

<sup>20</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 134-135.

<sup>21</sup> Cette rumeur est fondée sur le témoignage recueilli trente ans plus tard de la bouche d'un commerçant de Moguer qui affirmait avoir travaillé avec Aguado pendant la guerre d'Indépendance pour l'approvisionnement des troupes de Soult (R. DUNDAS MURRAY, *The cities and wilds of Andalusia*, pp. 243-244).

<sup>22</sup> J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, pp. 11-12.

<sup>23</sup> J. LOPEZ TABAR, *Los famosos traidores*, p. 100.

<sup>24</sup> J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, pp. 13-14. G. CHASTAGNARET Gérard, *L'Espagne, puissance minière*, p. 145.

de l'invasion des Cent Mille fils de Saint Louis en 1823<sup>25</sup>. Ces contrats furent particulièrement juteux car, par crainte de réactiver le rejet dont avaient été l'objet les Français durant l'occupation napoléonienne, l'armée française payait les denrées au triple du prix du marché<sup>26</sup>. Fontanellas connut la même fortune tout en ayant choisi le camp des patriotes. Il quitta en effet Barcelone au début du conflit, s'installa à Vilanova et commença par importer des grains d'Amérique pour les troupes et les chevaux espagnols, puis il obtint, grâce à son choix politique, un juteux contrat d'approvisionnement en pain et avoine pour les troupes stationnées en Catalogne à partir de 1815<sup>27</sup>. Ce rôle de l'approvisionnement aux armées dans l'accélération d'une carrière de négociant est un grand classique sous l'Ancien Régime. Elle a donné lieu à la construction de quelques unes des plus grosses fortunes de la monarchie espagnole, la plus connue étant celle de la famille des Goyeneche<sup>28</sup>. Cette réalité perdure dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans toute l'Europe, comme en témoigne par exemple l'ascension des Sellières en France<sup>29</sup>.

L'accroissement du volume de leurs activités les conduisait à la finance. Il n'existait alors pas de frontière stricte entre la banque, la finance et le commerce à cette période. Tout négociant, en particulier dans le commerce en gros qui nous intéresse ici, était confronté quotidiennement au maniement des effets de commerce (lettres de change, traites, billets à ordre). La haute banque émerge à cette époque à partir du commerce et les deux domaines étaient encore intimement liés. Plus encore que sous l'Ancien Régime, la croissance des échanges commerciaux reposait quasi exclusivement sur celle des effets de commerce, dans la mesure où la masse monétaire augmenta très peu jusqu'aux années 1840<sup>30</sup>. Cette forme de crédit à court terme permettait aux négociants les plus habiles de réaliser des profits grâce à l'escompte ou grâce aux commissions attachées au change. Le négociant pratiquait les opérations de banque, il pouvait être aussi courtier, voire agent de change et souvent le banquier avait des activités commerciales. L'entrée dans le monde des activités financières se faisait à partir du moment où le négociant cessait d'être dépendant de prêts à court terme nécessaires pour honorer les contrats signés, pour commencer à dégager suffisamment de liquidités et devenir ainsi prêteur. Ce passage est connu chez Aguado. En effet, outre le maniement quotidien des effets

---

<sup>25</sup> ARIAS TEJEIRO, José. *Diarios (1828-1831)*, t. I, p. 23, note 44.

<sup>26</sup> E. LARROCHE, *De la guerre selon la Charte : l'expédition d'Espagne en 1823*, pp. 113-116.

<sup>27</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 63.

<sup>28</sup> Une synthèse avec une bibliographie récente dans : A. GONZALEZ ENCISO, « Les finances royales et les hommes d'affaires au XVIII<sup>e</sup> siècle », pp. 233-237.

<sup>29</sup> R. DARTEVELLE, « Les fournitures aux armées : au fondement de la prospérité de Seillière ».

<sup>30</sup> Pour la France, la valeur totale des effets de commerce créés a presque triplé de 1810 à 1842 (A. PLESSIS, « La révolution de l'escompte dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle »).

de commerce, il se chargeait à Paris de la gestion de biens qui lui avaient été confiés par certains de ses compatriotes, en particulier, les négociants espagnols avec lesquels il faisait du commerce. En effet, l'attraction croissante de Paris comme place financière, les exils politiques et l'insécurité qui régnaient en Espagne avaient poussé nombre d'Espagnols à rechercher des investissements en France. Ces derniers consistaient prioritairement en des placements en rente d'État français à 5% ou en achats de biens immobiliers (des terres ou des immeubles parisiens). Ces opérations nécessitaient des maisons de banque en Espagne et des intermédiaires à Paris. Aguado devint l'un d'entre eux, au moins à partir de 1820. Ainsi, au travers de ses activités de négociant et de gestionnaire de biens, Aguado s'est introduit dans le monde pléthorique des petits escompteurs, mais il n'y resta pas longtemps car sa renommée lui permettait dès 1823 d'escompter des lettres auprès de la Banque de France<sup>31</sup>. Dès 1824, Aguado paye patente comme banquier et apparaît dans cette catégorie l'année suivante dans *l'Almanach Royal*.

Riera et Remisa fondèrent aussi des maisons de banque. Avec un de ses cousins, Remisa créa, le 1<sup>er</sup> janvier 1823 à Barcelone, la banque Casals y Remisa dont il détenait les 4/5<sup>e</sup> du capital. De 1827 à 1840, cette banque reçut près de 13000 dépôts dont on ne connaît hélas pas le détail, mais la part de gestion de capitaux placés dans des emprunts d'État des bourses de Paris et de Londres, places où elle disposait de correspondants, était importante<sup>32</sup>. Fontanellas a lui aussi été à la tête d'une banque, la *Casa-Banca de Barcelona*, au début des années 1840. Toutefois, il avait entamé bien avant des activités de prêteur. En effet, on le trouve dès 1805 comme membre d'une compagnie d'assurance maritime et il apparaît au début des années 1830 comme un des premiers prêteurs d'Espagne<sup>33</sup>. L'exemple de Fontanellas montre que, à cette époque, la création d'une banque n'est pas le marqueur indispensable au passage à des activités de prêts d'envergure. Ainsi, Aguado dissout sa banque en 1832, tout en continuant à être un prêteur important. Luis de Figuerola est le seul des cinq personnages comparés ici à n'avoir, pas fondé de banque. Il semble qu'il faut attendre les années 1840 pour le voir impliqué dans des initiatives bancaires.

### *Une condition essentielle de la fortune : les affaires avec l'État*

Le passage à des contrats avec l'État comme munitionnaire a été, on l'a vu, l'accélérateur indispensable dans la construction de la fortune des cinq millionnaires.

---

31 Archives Nationales, Minutier Central, Et. VI, 980, acte du 23 décembre 1823.

32 J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, pp 13-14 et 42-43.

33 S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 64.



L'effondrement de l'État en 1808 a précipité celui des groupes de financiers qui étaient jusqu'alors partenaires de l'État. En favorisant l'émergence de nouveaux réseaux de financiers, le conflit eut un rôle similaire à celui joué, un siècle plus tôt, par la guerre de Succession<sup>34</sup>. La durée de la guerre (guerre d'Indépendance, tentative de reconquête des colonies américaines, guerre civile des années 1822-23, soulèvement de la Catalogne en 1827, guerre civile fin 1832 jusqu'en 1840) qui a affecté l'Espagne a accru d'autant les besoins de financement et elle a favorisé le poids des profiteurs de guerre. Les profiteurs directs furent les munitionnaires aux armées. Trois au moins de nos cinq personnages en firent partie. Toutefois, ce furent aussi des contrats avec l'État d'un nouveau type qui leur permirent de s'élever jusqu'aux plus hauts niveaux de la hiérarchie des fortunes. On peut distinguer deux cas de figure.

Le premier est celui des enrichissements très rapides reposant quasi exclusivement sur une activité unique. Il s'agit des cas de Figueroa et d'Aguado. Figueroa comprit les opportunités offertes par Marseille dans le commerce international du plomb alors en plein essor : « la ville est au confluent de deux marchés, français et méditerranéen, touchés par les progrès des usages industriels et urbains du plomb, elle entretient des relations maritimes avec l'Andalousie »<sup>35</sup>. A partir du milieu des années 1820, le plomb importé par la France est quasi exclusivement espagnol (93,2% en 1831), pour l'essentiel débarqué à Marseille, en provenance de la Sierra de Gador<sup>36</sup>. Dans cette région se trouvent les établissements miniers de la couronne que le *Crédito Público* espagnol, donc l'État, souhaitait relancer, pour des questions financières, en recherchant des débouchés sur les marchés extérieurs. À partir de 1817, il usa à cet effet du système ancien de l'*asiento*, tout d'abord pour les fabriques de plomb de la Sierra de Gador, au profit de quatre négociants dont Figueroa, puis surtout pour les fabriques de Falset et Arrayanes, pour lesquelles deux contrats successifs, en 1822 et 1823, confièrent au seul Figueroa l'écoulement de 300 000 quintaux de minerai. En 1825, ce dernier loua aussi pour dix ans la plus grande fonderie de la Couronne, dans la Sierra de Gador. Un autre contrat pour le traitement des scories et déblais divers est signé, en 1826, dans lequel Figueroa s'est associé à Gaspar de Remisa<sup>37</sup>. À partir de 1822, le négociant marseillais paye un prix dérisoire à l'État et le minerai, malgré le coût du transport jusqu'à Malaga, parvenait dans ce port « à un prix inférieur de 40% environ au cours du marché sur la côte méditerranéenne »<sup>38</sup>. C'est ainsi que

---

<sup>34</sup> R. TORRES SANCHEZ, « Producir o comprar », R. TORRES SANCHEZ, « Cuando las reglas del juego cambian ».

<sup>35</sup> G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la *Casa Figueroa* », pp. 126-127.

<sup>36</sup> M. A. PEREZ DE PERCEVAL VERDE, *Fundidores, mineros y comerciantes*, p. 69.

<sup>37</sup> G. CHASTAGNARET Gérard, *L'Espagne, puissance minière*, p. 55 note 15, p. 123 note 43 et p. 189.

<sup>38</sup> G. CHASTAGNARET Gérard, *L'Espagne, puissance minière siècle*, pp. 181-182.

Figueroa engrangea très rapidement des profits considérables.

À la même période, Aguado connut une destinée similaire à la faveur des emprunts d'État lancés à la Bourse de Paris par la monarchie absolue restaurée à partir de 1823. L'État espagnol fit appel à Aguado, un inconnu fraîchement issu du commerce, parce qu'il n'avait pas d'alternative. En effet, l'état déplorable des finances publiques et le refus du régime absolutisme restauré en 1823 de modifier le système fiscal obligeait l'État espagnol à recourir à l'emprunt international. Or, Ferdinand VII et les absolutistes refusaient de reconnaître les emprunts que le régime libéral avait lancés entre 1820 et 1823. Ils se fermaient ainsi les bourses de Londres et d'Amsterdam où ces emprunts avaient été largement diffusés. Par conséquent, seule la place financière de Paris, alors en plein essor, était à même d'accepter un nouvel emprunt espagnol. En pleine expédition des Cent mille fils de Saint Louis, des négociations furent entamées auprès de la haute banque parisienne (Rothschild, Outrequin et Jauge, Baguenault et Seillères), sans succès. Pour parer au plus pressé, un accord fut passé faute de mieux en septembre, auprès des maisons Guebhard et Pictet de Paris le 16 juillet 1823. Il s'agissait là de banquiers de second ordre qui furent incapables de remplir leurs obligations. C'est alors qu'Aguado entra en scène. Il s'était vu confier le placement à la bourse d'un certain nombre d'obligations de l'emprunt Guebhard, dit Emprunt Royal<sup>39</sup>. Il parvint à écarter Guebhard en mars 1824 et il devint dès lors, jusqu'en 1832, le seul négociateur des emprunts extérieurs de l'État espagnol. Comme pour Figuerola, l'État, à cours d'argent et sans autre solution, lui accorda des conditions très favorables. Aguado devint banquier de la Cour d'Espagne et il plaça, à ce titre, cinq emprunts de l'État espagnol de 1824 à 1831, pour une valeur totale de 540 millions de francs, soit plus de deux milliards de réaux. Sa réussite à Paris lui ouvrit la porte des bourses d'Anvers et d'Amsterdam où il lança, en 1830, un emprunt de près de 90 millions de francs<sup>40</sup>. En simplement neuf ans, de 1824 à 1833, le ministère des Finances espagnol évaluait à 28 millions les seules commissions perçues par le banquier<sup>41</sup>.

L'autre voie d'accès à la fortune passe par la multiplication de très gros contrats et concessions octroyés par l'État. Gaspar de Remisa s'est particulièrement intéressé aux mines. On a vu plus haut qu'il s'était associé, en 1826, à Figuerola à Arrayanes. En 1827, il obtint l'affermage des mines d'argent de Guadalcanal pour dix ans moyennant une redevance annuelle de 125 000 réaux, avec obligation de vendre une certaine quantité à l'État afin d'alimenter les

---

<sup>39</sup> Cette affaire est analysée dans le détail dans le chapitre V de J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*.

<sup>40</sup> A. BRODER, *Le rôle des intérêts économiques étrangers dans la croissance de l'Espagne*, p. 443.

<sup>41</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, p. 182.

fabriques de monnaie<sup>42</sup>. Il prit aussi à ferme les mines de cuivre de Río Tinto en 1829 pour une durée de vingt ans, contre un versement annuel modéré compte tenu des perspectives : 270 000 réaux les dix premières années et 300 000 pour les années suivantes<sup>43</sup>. Remisa obtient ensuite, en 1831, la concession du Canal de Castille. Il s'agissait là d'un vieux projet de création d'un axe de circulation fluvial entre la Vieille-Castille et l'Atlantique grâce au creusement d'un canal reliant Ségovie à Santander. Entamé en 1753, le projet avait été abandonné, faute de moyens, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il fut repris en 1828 par une « Junte royale des canaux de Castille » chargée de préparer la privatisation de l'opération. Aguado fut le premier contacté car le projet nécessitait des capitaux importants. L'investissement était évalué à 4 millions de réaux et une première société fut créée à cet effet, dotée d'un capital limité à 2 millions de réaux : 1 million pour le banquier, 200 000 réaux pour Remisa et Javier de Burgos, 100 000 réaux pour le marquis de Casa Irujo. Contre l'engagement à terminer le canal en sept ans, la cédula royale du 17 mars 1831 accordait la concession dans des conditions très favorables : exploitation de toutes les formes d'usage du canal pendant 80 ans, dotation annuelle de l'État de 300 000 réaux, ainsi que le reversement du montant de l'impôt sur le vin de la province de Palencia pendant 25 ans. Aguado se retira de l'opération au bout de six mois, puis Burgos fit de même en mars 1832. Leurs parts furent rachetées pour l'essentiel par Remisa qui détenait ainsi 73,3 % du capital de la société un an après la création de celle-ci<sup>44</sup>. À ceci s'ajoutent des contrats d'approvisionnement aux garnisons françaises de Catalogne et du Levant restées en Espagne jusqu'en 1828 après l'intervention des cent mille fils de Saint Louis. Il ne s'agit pas là de contrats passés directement avec l'État espagnol, mais l'identité du bénéficiaire avait forcément l'aval de la puissance publique<sup>45</sup>.

Le banquier Felipe Riera est probablement celui qui a accumulé le plus de gros contrats. Arias Teijeiro, un ultra opposé à la politique menée par le ministre des Finances Luis López Ballesteros entre 1824 et 1832, le stigmatisait sous l'expression de « Riego des affermages »<sup>46</sup>. Riera obtint à partir de 1823 l'approvisionnement particulièrement juteux de la marine à Cadix, pour une valeur s'élevant à 10 millions de réaux<sup>47</sup>. En février 1829, il reçut la concession de la gestion du corps de la douane maritime (*el resguardo marítimo*) des Baléares, corps créé la

<sup>42</sup> J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, pp. 69-70.

<sup>43</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 190.

<sup>44</sup> J. HELGUERA, N. GARCIA TAPIA, F. MOLINERO, *El canal de Castilla*, pp. 103-104.

<sup>45</sup> M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons, marqués de Remisa*, p. 38.

<sup>46</sup> Rafael de Riego était un des symboles de la révolution libérale car son *pronunciamiento* de 1820 fut à l'origine de la restauration de la constitution de Cadix et de l'avènement du régime libéral de 1820 à 1823. ARIAS TEJEIRO, José. *Diarios (1828-1831)*, t. 2, p. 133.

<sup>47</sup> Il obtenait à cet effet des remboursements mensuels de la *Hacienda* d'une valeur de 100 000 réaux. Archivo Histórico Nacional, Hacienda, libro 6146.

même année afin de lutter contre la contrebande dans l'archipel<sup>48</sup>. Il employait à cet effet trente embarcations chargées de surveiller le littoral<sup>49</sup>. La même année, il se vit accorder l'exploitation en emphytéose de la grande île du Guadalquivir, après qu'Aguado eut refusé de mener l'opération. Riera créa à cet effet une société et s'associa au marquis de Casa Irujo<sup>50</sup>. L'année suivante, Riera prit en affermage l'impôt du « droit des portes » (*derechos de puertas*) pour cinq ans<sup>51</sup>. Là encore, les sommes en jeu étaient considérables : Riera devait en principe verser soixante millions nets par an au ministère des Finances<sup>52</sup>. Il entra enfin, à la fin de l'année 1832, dans le groupe qui, autour du belge Lesoinne, obtint l'exploitation du petit gisement houiller d'Arnao dans les Asturies, et qui fonda en avril 1834 la *Real Compañía Asturiana*, moyennant vingt-cinq années d'exemption fiscale<sup>53</sup>.

Les contrats négociés par Fontanellas n'atteignent pas cette ampleur. La famille Fontanellas bénéficia de plusieurs d'entre eux dans un domaine particulier : la fourniture puis le transport de papier destiné à l'administration royale. Le premier fut signé en 1798, et le plus important en 1802 pour transporter le papier depuis les magasins royaux de Barcelone jusqu'à Veracruz, Buenos Aires et Montevideo. Les contrats d'approvisionnement aux armées négociés durant la première restauration furent renouvelés sous le régime libéral, puis sous la seconde restauration. Ces opérations l'introduisirent dans le grand commerce spéculatif du blé, l'un des plus rémunérateurs. Il signa aussi avec l'administration royale un contrat d'extraction et de transport du sel des importantes salines royales de Los Alfaques en 1817. Ce contrat décennal fut renouvelé en 1827 et Fontanellas conserva cette activité jusqu'en 1848. Il multiplia ces contrats selon un mode existant fréquemment avant 1808 : il en sous-traitait une part importante en faisant des profits supplémentaires sur la différence entre le prix proposé dans le contrat avec l'État et le prix qu'il versait aux fournisseurs. Solidement enracinées en Catalogne, les affaires de Fontanellas ne se limitaient cependant pas à cette région et, même si elles restent mal connues, elles avaient une ampleur nationale, avec des fondés de pouvoir à Madrid, Bilbao, Pampelune, et même internationale. Il avait en effet un fondé de pouvoir à Marseille et une expérience importante du négoce américain qui datait d'avant 1808 et qui s'est renouvelée à

---

<sup>48</sup> *Actas del Consejo de Ministros. Fernando VII*, session du 21 février 1829.

<sup>49</sup> G. GOMEZ URDAÑEZ, « Hacienda pública y empresa privada en la España liberal », p. 613.

<sup>50</sup> L. del MORAL IRUARTE, « Bonificación de marismas y privatización de comunales ».

<sup>51</sup> ARIAS TELJEIRO, *José. Diarios*, t. I, p. 22, note 43.

<sup>52</sup> J. FONTANA, *Hacienda y Estado*, p. 70.

<sup>53</sup> G. OJEDA, *Asturias en la industrialización española*, pp. 14-15. G. CHASTAGNARET, « Une réussite dans l'exploitation des minerais non ferreux », p. 96-97.

partir de 1827. Il devint en effet, à partir de cette date, l'un des principaux importateurs de coton américain au profit de l'industrie textile catalane qui entamait alors sa renaissance<sup>54</sup>.

### *Des bénéficiaires du recul de l'État producteur*

Les contrats dont ont bénéficié les hommes d'affaires étudiés ici sont liés à une nouvelle politique qui a pris consistance sous la deuxième restauration et qui doit être mise en relation avec trois phénomènes : l'effondrement dramatique des recettes de l'État, un nouveau contexte commercial et financier européen et une influence croissante des principes économiques libéraux. Comme de nombreuses initiatives prises durant cette période, il ne s'agit pas d'un volontarisme fondé sur un projet politique, mais d'une réaction face à des problèmes profonds et, au premier chef, celui de l'atonie des finances publiques.

Le premier point est le fondement de l'évolution. L'absolutisme restauré en 1814 hérita d'un pays ruiné et d'une dette publique que la direction générale du crédit public évaluait à plus de 11 000 millions de réaux (2 933 millions de francs). Les intérêts annuels s'élevaient à 212,5 millions de réaux<sup>55</sup>, à une époque où les recettes annuelles de l'État atteignaient en moyenne 658 millions de réaux<sup>56</sup>. La gestion financière calamiteuse de la première restauration et la crise européenne de 1819 ne firent qu'accentuer les déficits. En 1820, la seule dette intérieure de l'État s'élevait à 13 000 millions de réaux, soit probablement 160% du revenu national de 1800. 45% de cette dette avait été générée après 1808<sup>57</sup>. L'État n'avait par conséquent plus les moyens d'être producteur quand il était nécessaire de faire des investissements.

La première restauration, entre 1814 et 1820, période encore mal connue dans le détail, est celle d'une reconstruction à minima d'un appareil d'État qui avait été totalement disloqué pendant la guerre d'Indépendance, puis, dans un deuxième temps, d'un réformisme fiscal qui échoua. S'impose alors progressivement la tentation du retour à la vieille pratique de l'*asiento*<sup>58</sup>, après un demi-siècle d'effort pour imposer l'administration directe par l'État, à l'exception de l'approvisionnement aux armées. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le nombre des financiers

---

<sup>54</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », pp. 61-65.

<sup>55</sup> M. ARTOLA, *La burguesía revolucionaria (1808-1874)*, p. 296.

<sup>56</sup> J. FONTANA, *La quiebra de la monarquía absoluta*, p. 69.

<sup>57</sup> P. TEDDE DE LORCA, « El banco español de San Fernando », p. 3.

<sup>58</sup> C'est à dire un contrat de droit privé entre l'État et un financier ou un groupe de financiers. Une définition des différentes facettes de l'*asiento* dans A. DUBET (éd.), *Les finances royales dans la monarchie espagnole*, pp. 307-308.

partenaires de l'État s'était fortement réduit, au profit de quelques gros fermiers bénéficiant de privilèges monopolistiques<sup>59</sup>. Puis, le règne de Charles III avait vu la disparition des fermiers d'impôts et les établissements miniers de la couronne passer en gestion directe. L'État incorpora même au patrimoine royal de nombreuses mines et établissements métallurgiques<sup>60</sup>. La guerre d'Indépendance brisa ce mouvement. L'appel aux financiers s'était d'abord fortement accru à cause de la guerre et des besoins des forces armées. Puis, le recours à ces hommes d'affaires s'imposa quand l'État s'avéra incapable de remettre en état et de faire fonctionner ses propres établissements. Nombre d'entre eux avaient été détruits, partiellement ou totalement, par la guerre. Après la paralysie, les premières initiatives allèrent dans le sens d'un recul de l'État, avec le décret de 1817 qui prévoyait, mais avec d'importantes restrictions, l'abolition du monopole d'État sur le plomb et la relance de l'exportation de ce produit. Les premiers pas de Figueroa s'inscrivent dans ce contexte. Les réformes libérales du *Trienio* n'eurent guère le temps d'être appliquées, mais leur esprit affaiblit encore l'idée de gestion directe de l'État. Figueroa avait montré au pouvoir espagnol qu'un marché pour le plomb andalou pouvait s'ouvrir à Marseille. C'était une opportunité pour un État espagnol financièrement aux abois et, qui plus est, confronté à de grosses difficultés d'écoulement des stocks de plomb à Arrayanes. La puissance publique fut contrainte de se plier aux conditions pourtant défavorables imposées par l'homme d'affaires à partir de 1822. Le retour de l'absolutisme en 1823 fut une confirmation du recul de l'État producteur. La législation minière de 1825 réduisit à huit les établissements de la couronne et, faute de moyens, il fut décidé l'affermage pour vingt ans des mines de la couronne (à l'exception d'Almadén) dont bénéficièrent Figueroa et Remisa<sup>61</sup>.

Le recours à l'*asiento* se retrouve dans un autre volet de la politique économique menée : celui de la fiscalité. La politique définie par López Ballesteros consistait à augmenter les recettes et réduire les dépenses. Côté dépenses, la principale initiative a reposé sur une volonté de réduction du nombre des employés de l'État. Le ministère des finances étant, de loin, le plus gros pourvoyeur d'emplois publics, les coupes les plus importantes furent effectuées en son sein. Le moyen le plus simple pour y parvenir était le retour à l'affermage de certains impôts, tel celui du « droit des portes ». Il débuta en 1825 par celui de Grenade, puis de Séville et Cadix l'année suivante<sup>62</sup>, avant d'être acquis par Riera pour l'ensemble du pays, à l'exception de Madrid, en 1830. L'État tenta aussi de revenir à l'affermage pour le tabac et il fit appel à cet

---

<sup>59</sup> A. GONZALEZ ENCISO, « Les finances royales et les hommes d'affaires au XVIII<sup>e</sup> siècle ».

<sup>60</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, pp. 158-168.

<sup>61</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, pp. 122-124.

<sup>62</sup> F. SUAREZ, *L. López Ballesteros y su gestión al frente de la Real Hacienda*, p. 297.

effet à Riera et à Aguado, mais l'affaire échoua devant l'opposition des ultras et la peur du mécontentement populaire<sup>63</sup>.

La politique de López Ballesteros consistait aussi à trouver des ressources nouvelles tout en réduisant les dépenses publiques, en attendant que ses réformes structurelles produisent leurs effets. L'insuffisance structurelle des ressources est palliée par le recours systématique aux emprunts<sup>64</sup>. Les emprunts ne pouvaient être intérieurs car le fiasco des *vales reales* et les emprunts non remboursés réalisés par le passé n'incitaient guère les épargnants à faire confiance à l'État. En 1819, l'État était débiteur de 327 millions de réaux à l'un de ses principaux créanciers, la banque de San Carlos<sup>65</sup>. Par ailleurs, l'appauvrissement du pays et la fuite des capitaux à l'étranger réduisait à peu le potentiel de l'épargne intérieure disponible. La déflation était responsable de cette fuite de capitaux, mais aussi l'attraction de nouveaux placements perçus comme plus sûrs et plus rentables en Angleterre et surtout en France où de nombreux Espagnols fortunés acquièrent des rentes sur l'État français à 5% à la bourse de Paris, certains investissant aussi dans l'achat de fermes dans le bassin parisien. Le seul recours de l'État espagnol restait donc l'emprunt extérieur qui, pour les raisons évoquées plus haut ne pouvait être émis que sur la place parisienne. À Paris, le pouvoir espagnol à la réputation justifiée de mauvais payeur n'eut pas d'autre alternative que d'avoir recours à Aguado, un homme d'affaire aventurier.

Ce recul global de l'État imposé par l'état calamiteux des finances publiques n'est cependant pas un retour pur et simple aux pratiques qui existaient un siècle plus tôt. Les promoteurs de cette politique étaient fortement influencés par le contexte intellectuel de l'Europe de leur temps, à savoir par l'économie politique et par les thèses du libéralisme. À cet effet, ils développèrent l'idée d'un État grand organisateur de la vie économique au travers d'une administration servant d'aiguillon et de guide. Un des défenseurs de cette politique, Javier de Burgos vantait « *l'omniprésence de l'administration*, c'est-à-dire l'action protectrice du gouvernement » étendue en tous points du pays<sup>66</sup>. Cet état d'esprit permettait de justifier les appels aux capitaux privés, non sans contradictions. Ainsi, le maître à penser du texte de 1825 dans le secteur minier, Fausto de Elhuyar, restait culturellement un homme des Lumières et pensait l'affermage comme une parenthèse nécessaire liée à la conjoncture, l'État devant

---

<sup>63</sup> J. FONTANA, *Hacienda y Estado*, p. 71.

<sup>64</sup> Pour de plus amples détails, voir J. P. LUIS, *L'utopie réactionnaire*, chapitre VIII.

<sup>65</sup> P. TEDDE DE LORCA, « El banco español de San Fernando », p. 3.

<sup>66</sup> J. de BURGOS, « *Exposición* », pp. 64-65.

retrouver son rôle de producteur à l'issue des vingt années du contrat d'affermage<sup>67</sup>. Pour d'autres, tel Pedro Saínz de Andino, la confiance aux vertus du marché signifiait l'acceptation d'une dose de libéralisme, d'où la création du premier code de commerce en 1829 et de la Bourse de Madrid deux ans plus tard. Cette évolution était paradoxalement favorisée par le discrédit d'une part importante des techniciens issus de la tradition *ilustrada*, c'est-à-dire des tenants du faire-valoir direct, car ces hommes s'étaient très majoritairement ralliés à l'Empire pendant la guerre d'Indépendance<sup>68</sup>.

Pour le pouvoir, l'appel au secteur privé, théoriquement séduisant, s'avérait dans la pratique très décevant. L'Espagne n'intéressait alors pas encore les investisseurs étrangers : Remisa n'obtint l'affermage de Río Tinto qu'à la faveur de l'échec de cinq appels d'offre lancés en France<sup>69</sup>. Sur le marché intérieur, les individus capables d'apporter les capitaux nécessaires étaient rares et privilégiaient les contrats traditionnels de facteurs ou de munitionnaires, pour lesquels les risques étaient moins grands. L'absence de véritable concurrence favorisa ainsi le recours à des individus dont certains étaient, tels Aguado ou Figueroa, des aventuriers de la finance.

### *Des prédateurs avides d'honneurs*

Ces hommes ne sont en aucune manière des entrepreneurs recherchant l'investissement à long terme. Ils ne sont donc pas précurseurs du *gentlemanly capitalism* de la première révolution industrielle<sup>70</sup>. Ce sont, pour reprendre les expressions que Gérard Chastagnaret emploie pour les désigner, des « prédateurs » et des hommes « de coups » qui recherchent le profit immédiat. L'approvisionnement aux armées, dont ont profité Fontanellas, Riera et Remisa, en est une illustration, en particulier au travers de l'expédition des cent mille fils de Saint-Louis déjà évoquée.

Toutefois, Aguado et Figueroa fournissent les deux exemples les plus révélateurs de ces « coups ». Tout d'abord, les deux hommes devaient en principe effectuer une mise de fonds considérable pour entamer la réalisation des contrats signés. Or, ils ne disposaient pas des liquidités nécessaires à cet effet car ils n'étaient alors que des négociants de second ordre. Leur

---

<sup>67</sup> G. CHASTAGNARET, « Voie paradoxale de la modernité ? La résurgence de l'*asiento* » et « La construcción de una imagen reaccionaria ».

<sup>68</sup> Dans le secteur minier : G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 120.

<sup>69</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 190.

<sup>70</sup> M. J. DAUNTON, « Gentlemanly capitalism and British Industry, 1820-1914 ».



habileté a consisté à financer cette mise de fonds à partir de la vente des produits, plomb ou obligations, liés au contrat. Tous deux ont donc manié virtuellement dans un premier temps, un argent dont ils ne disposaient pas. Aguado effectuait ainsi ses versements au ministère des finances espagnol avec du papier commercial payable à trois mois, ou, plus tard grâce au système des placements à terme, en spéculant à la hausse ou la baisse, et, enfin, en retenant le plus possible les sommes dues au Trésor espagnol et en les utilisant dans ses spéculations<sup>71</sup>. Il est ensuite le principal bénéficiaire et acteur de l'émission massive déguisée en conversion entre 1827 et 1829. Par ailleurs, ces contrats avec l'État permettaient de s'affranchir des simples lois de l'offre et de la demande. Pour le plomb, Figueroa obtint « des gains spécifiques de l'ordre de 50 à 65% par rapport aux dépenses engagées auxquels s'ajoutent les bénéfices commerciaux normaux dérivant de l'exportation vers Marseille », alors que les bénéfices purement commerciaux ne dépassaient jamais 15%<sup>72</sup>. À Linares comme propriétaire privé, comme à Rio Tinto et Guadalcanal comme fermier, Remisa limita au minimum les investissements et il exploita ces sites miniers avec des méthodes s'apparentant au pillage des ressources. À Guadalcanal, il espérait dans un premier temps exploiter les rares filons facilement accessibles. Il échoua dans les dernières années du règne de Ferdinand VII et il ne fit de réels investissements qu'en 1842, pour échouer à nouveau<sup>73</sup>. Il n'en fut pas de même à Rio Tinto. Ses versements à l'État s'élevaient durant les dix premières années de la concession à 260 000 réaux, alors qu'un contemporain estimait en 1825 que l'on pouvait aisément tirer 366 000 réaux de bénéfice. Par ailleurs, il ne paya pas la location des bâtiments appartenant à l'État et pilla les ressources en procédant à des extractions illicites et en effectuant des coupes massives et interdites à de tels niveaux dans les plantations de résineux effectuées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Sur vingt ans, ces entraves aux contrats étaient chiffrées à plus de trois millions de réaux, soit à plus de 55% des sommes que la banquier avait versé au Trésor pour cette concession<sup>74</sup>.

La rapacité est bien un point commun entre ces hommes. Au début de la seconde restauration, Figueroa évinça son associé de la première heure, Ramiro de Bovadilla, qui était aussi son compagnon d'exil et un ami de la famille<sup>75</sup>. Aguado fit de même avec le banquier Guebhard en mars 1824 grâce à un faux en écriture<sup>76</sup>. Fontanellas écarta à partir de 1805 son

---

<sup>71</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 156-159.

<sup>72</sup> G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la Casa Figueroa », p. 127.

<sup>73</sup> M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, p. 69 ; G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 313, note 26.

<sup>74</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, pp. 190-191 ; J. NADAL, *El fracaso de la revolución industrial*, pp. 106-107.

<sup>75</sup> G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la Casa Figueroa », p. 128.

<sup>76</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 150-151.

frère Antoni de l'entreprise familiale, en le dépouillant d'une grande partie de ses biens. Il fit aussi disparaître bien plus tard, en 1845, un de ses fils criblé de dettes, Claudio, dans des conditions mystérieuses<sup>77</sup>.

Nos cinq financiers sont prêts à prendre des risques, mais ils ne se sont pas convertis en véritables chefs d'entreprise pariant sur le long terme, comme le prouve les modalités de leurs participations dans les opérations sur les mines ou les travaux publics qui auraient pourtant nécessité de lourds investissements. Aguado est, encore une fois, le plus représentatif de cet état d'esprit puisqu'il se retire rapidement de trois affaires au long cours : le canal de Castille, l'assèchement des marais du Guadalquivir, ou en France, les mines du Creusot. Ce n'est qu'à la fin de sa vie, en 1838, donc dans un contexte économique différent, qu'il s'investit vraiment dans des projets à long terme : celui malheureux du chemin de fer Paris-Rouen-Dieppe en 1838, et celui des mines de charbon des Asturies<sup>78</sup>. Riera qui avait été capable d'avancer dix millions de réaux pour l'approvisionnement de la Marine limitait sa participation à la *Real Compañía Asturiana* à moins d'un tiers des déjà maigres 450 000 réaux de capital de la société<sup>79</sup>. Il prend rapidement prétexte de l'ampleur ignorée des investissements à réaliser pour laisser en déshérence les travaux prévus sur l'île principale du Guadalquivir dont il avait obtenu la concession en 1829<sup>80</sup>. Les efforts de Remisa, on l'a vu, se sont avérés limités<sup>81</sup>, même si son action s'est davantage inscrite dans la durée, dans le secteur minier comme dans l'entreprise du Canal de Castille. Il est le financier le plus attiré par le mirage minier<sup>82</sup>, peut-être en partie à cause de son expérience d'importateur de charbon anglais. Après des déconvenues à l'issue de son premier contrat d'affermage des mines d'argent de Guadalcanal, il rêvait toujours de ce site légendaire : « si je disposais un jour de cinq millions de réaux pour me distraire dans un négoce aussi risqué comme l'est toujours celui des mines, je reviendrais vers elle (*Guadalcanal*) avec une machine appropriée, en étant presque sûr d'atteindre le meilleur des filons »<sup>83</sup>.

Luis Figueroa ne s'intéressa que de manière épisodique à la production, comme par exemple dans les années 1820 à Arrayanes, car il restait fondamentalement un négociant en

---

<sup>77</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », pp. 70 et 72.

<sup>78</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 253-257.

<sup>79</sup> G. CHASTAGNARET, « Une réussite dans l'exploitation des minerais non ferreux espagnols », p. 190.

<sup>80</sup> Cet épisode donne lieu à un procès fleuve entre le financier et la municipalité de Séville. Riera offrit à la ville le retour des terres qui étaient l'objet de sa concession, moyennant une indemnité de 513 000 réaux correspondant à la somme qu'il affirmait avoir investi en dix ans dans l'opération (L. del MORAL IRUARTE, « Bonificación de marismas y privatización de comunales », p. 33).

<sup>81</sup> G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 137.

<sup>82</sup> G. CHASTAGNARET, « El mediterráneo, frontera minera de Europa en el siglo XIX ».

<sup>83</sup> J. M. RAMON DE SAN PEDRO, *D. Gaspar de Remisa y Miarons*, p. 69. C'est ce qu'il fit à partir de 1842, pour se rendre compte finalement que la mine était complètement stérile. G. CHASTAGNARET, *L'Espagne, puissance minière*, p. 313, note 26.

plomb. Fontanellas fait très vite passer au second plan ses fabriques de papier pour privilégier le commerce et les contrats d'État, ne se lançant jamais dans l'aventure industrielle du textile dans les années 1830. À la décharge de ces financiers, les contrats avec l'État portant sur les mines ou sur les travaux publics étaient risqués, et nombre d'entre eux se sont avérés peu rémunérateurs ou même source de pertes considérables.

La recherche de profits rapides s'est accompagnée d'une attitude ostentatoire associée à une quête assidue d'honneurs. À l'exception de Fontanellas, tous menaient grand train et affichaient avec ostentation leur fortune. Plus que les luxueuses demeures et les fastes des réceptions, les carrosses étaient pour les contemporains, un des marqueurs les plus choquants de la richesse. Arias Teijeiro notait en 1831 dans son journal : « quel luxe que celui de Riera, avec ses calèches de quatre chevaux »<sup>84</sup>. Le carrosse d'Aguado était si luxueux - un véhicule marqué aux armes du marquis, tiré par six chevaux, avec des laquais en uniformes juchés devant et derrière, qu'il fut confondu avec celui de Louis-Philippe et qu'il servit de titre à un essai du socialiste Pierre Leroux qui dénonçait le système capitaliste et le niveau d'enrichissement scandaleux qu'il engendrait en faveur de quelques-uns<sup>85</sup>. À Marseille, on alla chercher le carrosse de Figueroa pour recevoir le fils du roi Louis-Philippe car il s'agissait de l'équipage le plus luxueux de la ville<sup>86</sup>. La richesse n'était cependant pas suffisante pour briller. Les hommes proches de la cour ont brigué et obtenu les honneurs que la monarchie distribuait à ceux dont elle voulait s'attacher ou récompenser les services. Remisa, Riera et Aguado reçurent tous trois la croix de l'ordre de Charles III en 1830<sup>87</sup>. Les deux derniers devinrent respectivement marquis de casa Riera en 1834 et marquis de las Marismas del Guadalquivir en 1829<sup>88</sup>. Remisa, Figueroa et Fontanellas connurent ces honneurs dans les années 1840<sup>89</sup>.

### *Politique et affaires*

Aguado, Remisa et Riera étaient les représentants les plus notables d'un groupe d'hommes d'affaires qui ont émergé à la faveur de la politique menée par le ministre des

---

<sup>84</sup> José Arias Teijeiro. *Diarios*, t.III, p. 186, 26 mai 1831.

<sup>85</sup> P. LEROUX, *Le carrosse de M. Aguado*, Paris, 1848, p. 5.

<sup>86</sup> E. JALABERT, *Marseille et l'Espagne sous la monarchie censitaire*.

<sup>87</sup> Archivo Histórico Nacional, Estado, Carlos III, exp. 2072 (Riera), exp. 2020 (Remisa), exp. 2032 (Aguado).

<sup>88</sup> J. P. Luis, *L'ivresse de la fortune*, pp. 287-288.

<sup>89</sup> En 1840, Remisa devint marquis de Casa Remisa (AHN, consejos, 8981, A. 1840, exp. 3), Figueroa entame son anoblissement avec le titre de « gentilhomme de la Chambre » en 1844 (G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la Casa Figueroa », p. 129) et Fontanellas acquit le titre de marquis de Casa Fontanellas en 1849 (S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 69).

finances Luis López Ballesteros. Ce groupe était aussi constitué d'individus issus des élites d'Ancien Régime, ayant eu des fonctions administratives importantes tels Javier de Burgos, le comte d'Ofalia ou le marquis de Casa Irujo, fils du ministre de Ferdinand VII décédé en 1824. On trouvait enfin parmi eux des fonctionnaires des finances comme Victoriano Encima y Piedra qui succéda à López Ballesteros au ministère des Finances en poursuivant la politique mise en oeuvre par son prédécesseur. En dernier lieu, la partie émergée du groupe était constituée par des hommes de lettres, tel Miñano ou Alberto Lista, qui avaient été souvent *afrancesados*. Ces hommes qui avaient parfois atteint de hautes fonctions politiques firent des affaires grâce aux financiers. L'enrichissement le plus connu est celui de Burgos, grâce à Aguado<sup>90</sup>. Casa Irujo profita aussi des facilités du banquier quand il faisait fonction d'ambassadeur d'Espagne à Paris et il fut le partenaire d'Aguado et de Remisa dans les concessions du Canal de Castille et des îles du Guadalquivir. Ofalia et Miñano se contentaient des spéculations boursières à Paris. Ofalia et le marquis de Casa Irujo étaient par ailleurs membres d'institutions commerciales et financières patronnées par l'État : tous deux appartenaient à la direction de la Banque de San Carlos et Ofalia avait intégré l'organe directeur de la Compagnie Royale des Philippines au titre des actionnaires<sup>91</sup>. Casa Irujo devient de 1831 à 1833 l'un des trois membres de la direction de la nouvelle banque de San Fernando<sup>92</sup>.

Si les bureaucrates devinrent aussi des hommes d'affaires, les financiers se convertirent parfois en bureaucrates. Riera devint trésorier de la *Real Hacienda* des infants Francisco de Paula et Luisa Carlotta. Remisa devint membre du Conseil des Finances et accéda à la prestigieuse fonction de directeur du Trésor royal en août 1826, emploi doté d'un salaire annuel de 100 000 réaux, l'un des plus élevés de la fonction publique. Il conserva ce poste jusqu'à la fin de l'année 1833. Ces hommes constituent la partie émergée du réseau sur lequel s'appuie López Ballesteros pour mener à bien sa politique<sup>93</sup>, un groupe dont la cohérence était saisie par les groupes qui, présents autour du roi, s'opposaient à López Ballesteros. Ainsi, José Arias Teijeiro rapporte l'existence de caricatures dont l'une représentait : « l'Espagne comme un squelette, qui n'a de chair que sur un mollet : ici accrochés Aguado, Burgos, Ballesteros, etc. (...) Encima avec une pierre tombale où était inscrit *Encima Piedra* »<sup>94</sup>. Fontanellas ne gravitait

---

<sup>90</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, pp. 214-216. Il n'existe toujours pas de réelle biographie du personnage important que fut Javier de Burgos.

<sup>91</sup> P. MOLAS RIBALTA, *Del absolutismo a la constitución*, p. 273.

<sup>92</sup> J. M. de FRANCISCO OLMOS, *Los miembros del Consejo de Hacienda*, pp. 342-347.

<sup>93</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir J. P. LUIS, *L'utopie réactionnaire*, pp. 209-217 et *L'ivresse de la fortune*, pp. 348-353.

<sup>94</sup> Le jeu de mot porte sur *piedra*, désignant la pierre tombale, mais aussi le deuxième nom de Victor Encima. José Arias Teijeiro. *Diarios*, t.III, 24 février 1831, p. 12.

pas dans des cercles aussi élevés, mais l'homme était connu pour avoir « un goût ou une manie » pour « se lier avec tous les fonctionnaires publics ». Il donna même comme époux à deux de ses filles un employé de l'administration des finances<sup>95</sup>. Il n'apparaît pas parmi les principales figures du groupe réuni autour de López Ballesteros, mais il en représentait le sommet à l'échelle locale. En effet, il était très probablement un des relais importants de Remisa en Catalogne car on le retrouve quatre ans après la mort de Ferdinand VII représentant de la banque de San Fernando à Barcelone en association avec la banque Casals y Remisa<sup>96</sup>.

La confusion entre milieux d'affaires et haute administration n'était pas une nouveauté. L'essor au XVIII<sup>e</sup> siècle de l'État producteur n'avait fait que réduire le nombre des financiers liés à l'État, puis il avait conduit à leur intégration dans l'administration au moment du passage à la régie directe<sup>97</sup>. Ces gros financiers devenaient ainsi des administrateurs, tels Francisco Montes ou Cabarrús<sup>98</sup>, tout en continuant à faire des affaires privées, directement ou par l'intermédiaire de membres de leur famille, en bénéficiant ainsi du pouvoir et de l'information dont ils disposaient par leur appartenance à l'appareil d'État. À partir de la fin du règne de Charles III, le bureaucrate l'emporte sur le négociant car le service de l'État apporte davantage d'honneurs, de pouvoir en terme de décisions et d'informations ainsi que de sécurité, même si la famille du bureaucrate continue à faire des affaires privées. La nouveauté sous le règne de Ferdinand VII est double. D'une part, la confusion entre administration et milieux d'affaires est moins bien acceptée. Ainsi, Sainz de Andino s'indignait à propos de Remisa : « Comment peut-on voir sans indignation que les mêmes chefs qui devraient donner l'exemple de pureté, d'intégrité et de désintérêt dans la perception et la distribution des rentes de la *Real Hacienda*, ont des participations dans l'affermage de celles-ci et dans les contrats des biens en monopoles »<sup>99</sup>. Cette dénonciation est bien sûr motivée avant tout par l'opposition au Directeur du Trésor, et l'Espagne était loin d'être un cas unique en Europe : que l'on pense à Laffitte ou Casimir Perier en France. Toutefois, les propos de Sainz de Andino traduisent les progrès de la lente émergence d'une distinction entre sphère du public, celle de l'État, et sphère du privé. D'autre part, les financiers devenus administrateurs ne font pas souche dans un appareil d'État qui a perdu en grande partie son prestige et n'est plus une garantie de sécurité depuis la guerre d'Indépendance. Ainsi Remisa revient à la direction de sa banque dès janvier 1834.

---

<sup>95</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », pp. 57 et 72.

<sup>96</sup> S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 65.

<sup>97</sup> A. GONZALES ENCISO, « Les finances royales et les hommes d'affaires au XVIII<sup>e</sup> siècle », p. 230.

<sup>98</sup> R. TORRES SANCHEZ, « Financiers et politiques. Francisco Montes et François Cabarrus (1770-1790) ».

<sup>99</sup> Cité dans : SUAREZ, F. « Notas sobre la administración en el reinado de Fernando VII », p. 459.

Le groupe dont j'ai dessiné les contours représente une voie politique, celle d'un réformisme affairiste qui s'accommode d'un pouvoir absolu, mais il est avant tout un clan parmi d'autres car au moins un autre groupe, celui qui s'est regroupé autour de Francisco de Cea Bermúdez, partage cette vision politique, tout en s'opposant à López Ballesteros<sup>100</sup>. La clé du pouvoir résidait encore dans la proximité du roi. Or, de 1825 à 1830, López Ballesteros apportait par sa politique un sursis, certes limité, illusoire, dangereux à long terme mais bien réel à l'absolutisme. Par ailleurs, le roi avait fini par prendre conscience qu'il n'y avait pas d'autre alternative. Il s'est donc résolu à soutenir le clan qui s'est structuré autour de son ministre des finances, en laissant se développer un affairisme dont les principaux bénéficiaires laissaient une partie des profits dans les caisses de l'État et dont le roi lui-même bénéficiait à titre personnel par des avances faites à la Maison Royale. Aguado aurait semble-t-il obtenu la concession de son dernier emprunt espagnol en 1831 après avoir offert au roi 100 000 francs en titres de la dette<sup>101</sup>.

Les cinq personnages suivis dans cet article dessinent ainsi deux voies d'accès à la grande fortune sous Ferdinand VII. La première est celle très rapide d'individus relativement modestes qui bénéficient de deux formidables « coups » que la monarchie accepte car elle est à court d'argent : l'ouverture du marché international au plomb espagnol et le placement des emprunts espagnols à la bourse de Paris. L'autre voie est celle de négociants qui connaissent une accélération de leur fortune grâce à la guerre, c'est-à-dire à la fourniture aux armées, puis à la concession d'autres contrats avec l'État, dans un contexte d'augmentation du nombre de ces contrats à la faveur du recul de l'État dans la sphère économique. Comme aux siècles précédents, tous ces contrats n'étaient pas également rémunérateurs. Il semble que les impôts ou le monopole du sel l'ont été, le règne de Ferdinand VII correspondant d'ailleurs à une augmentation globale du poids de la fiscalité. En revanche, à l'exception de Rio Tinto, l'exploitation du sous-sol ou les travaux publics sont beaucoup plus risqués. Quoi qu'il en soit, la fortune ne pouvait être envisageable sans un rapport étroit avec l'État qui continuait à être le premier consommateur de biens et de services, ainsi que le premier fournisseur de services du pays.

Ces fortunes n'ont pu se constituer ou se renforcer en se fondant sur un marché intérieur trop étroit, affecté par une profonde dépression et par une fuite des maigres capitaux existant vers les effets publics de France et d'Europe du Nord. L'argent frais est venu de l'extérieur, en

---

<sup>100</sup> J. P. LUIS, *L'ivresse de la fortune*, p. 191-203.

<sup>101</sup> José Arias Tejeiro. *Diarios*, t.III, 21 mars 1831, p. 74.

grande partie de France au travers de la fourniture aux armées françaises pendant l'expédition des Cent mille fils de Saint-Louis, mais aussi durant la longue présence de garnisons, jusqu'en 1828, puis au travers de l'achat du plomb andalou et des emprunts à la bourse de Paris. À un degré moindre, l'oxygène est aussi venu d'Amérique : de la traite clandestine des noirs pour Cuba dont les effets dans la péninsule restent à évaluer, mais aussi de l'arrivée en Europe du coton étatsunien qui a facilité le redémarrage de l'industrie textile catalane. Une poignée d'intermédiaires présents sur les marchés extérieurs sont les grands bénéficiaires de ces opérations. De manière très révélatrice, trois des cinq individus dont il est question dans cet article ont été inhumés en France : à Marseille pour Luis Figueroa, au cimetière du Père Lachaise pour Aguado et Riera.

Ces hommes qui ont su profiter de circonstances économiques extérieures et politiques intérieures exceptionnelles sont entre deux mondes. Ils s'apparentent aux grands *asentistas* du XVIII<sup>e</sup> siècle en recevant honneurs et, pour certains d'entre eux, fonctions dans l'appareil d'État contre de l'argent frais. Ils se constituent, comme par le passé, en clan pour obtenir l'appui du roi et bénéficier des prébendes liées à un tel appui. La différence avec la période antérieure est toutefois considérable car la logique de la relation entre milieu des finances et État n'est plus celle du siècle précédent. L'effondrement de l'État d'Ancien Régime en 1808, son appauvrissement, la contestation de l'absolutisme ont eu raison d'un système politique et social, mais aussi économique dont le roi était la clef de voûte, et dans lequel le service de l'État était devenu une étape indispensable dans la course à l'honneur et à la richesse. L'affaiblissement du pouvoir politique suprême, la remise en cause de son caractère sacré, mais aussi la progression des idées libérales et la dépendance à l'égard des capitaux extérieurs ont commencé à faire pencher la balance du côté des financiers sous Ferdinand VII. Le processus s'accélère à la mort de ce dernier, renforcé par l'attitude même de la monarchie. La régente Marie Christine et surtout son nouvel époux, Muñoz, favorisent la constitution de groupes politico-financiers auxquels ils sont très étroitement liés. La fille de Gaspar de Remisa épouse même Jesús Muñoz, frère de l'époux de la régente. Dès la fin des années 1830, Muñoz parvient à faire émerger l'idée que l'unité d'un parti politique est liée à la solidité des intérêts matériels communs de ses membres<sup>102</sup>. Le clan auquel appartenait nos cinq financiers sous Ferdinand VII perdure au-delà de la mort du roi, en faisant partie de ceux qui contribuèrent à financer la guerre carliste<sup>103</sup>. Ils se retrouvèrent dans le premier cercle des proches de la régente, aidant en particulier celle-ci

---

<sup>102</sup> J. PRO RUIZ, « Poder político y poder económico en el Madrid de los moderados », p. 32.

<sup>103</sup> Fontanellas prête ainsi 4,1 millions de réaux au Trésor royal en 1836-37 (P. TEDDE DE LORCA, *El banco de San Fernando*, p. 130).

lors de son exil parisien à partir de 1840, et intégrèrent le parti libéral *moderado* qui s'était constitué dès la fin des années 1830. Aguado meurt prématurément et n'a pas le temps de rentrer en politique, mais Remisa et Riera à Madrid, Fontanellas à Barcelone deviennent des notables du parti *moderado*<sup>104</sup>. Luis Figueroa entame son retour en Espagne au travers de son fils Ignacio dès les années 1840 en s'appuyant sur les mêmes réseaux politico-financiers<sup>105</sup>. Les relations avec l'État restent alors plus que jamais indispensables pour faire fortune dans la péninsule, car elles garantissent l'accès aux nouveaux contrats ou concessions, en particulier celles des chemins de fer. L'accès à l'État ne se fait toutefois plus par la proximité avec la haute fonction publique. Ce rôle est désormais joué par une oligarchie politico-financière qui a commencé à se constituer sous Ferdinand VII.

### *Sources imprimées*

*Actas del Consejo de Ministros. Fernando VII*, t. IV (1829), Madrid, 1991.

ARIAS TEJEIRO, José. *Diarios (1828-1831). Documentos del reinado de Fernando VII*, III, introduction et notes d'Ana María BERAZALUCE, Pampelune, Universidad de Navarra, 1967-68, 3 tomes.

BOTTIN, Sébastien, *Almanach du commerce de Paris, des départements de la France et des principales villes du monde*, Paris, 1819.

BOIGNE, Charles de, *Petits Mémoires de l'Opéra*, Paris, 1857.

BURGOS, Javier de, « *Exposición* », dans *Anales del reinado de Doña Isabel II*, t. I, Madrid, 1850.

DUNDAS MURRAY, Robert, *The Cities and Wilds of Andalucia*, vol. 1, Londres, Richard Bentley, 1849.

LEROUX, Pierre, *Le carrosse de M. Aguado. Fragment*, Paris, Boussac, 1848.

SUAREZ, Federico, *L. López Ballesteros y su gestión al frente de la Real Hacienda (1823-1832)*, *Documentos del reinado de Fernando VII*, VI, Pampelune, Ediciones Universidad de Navarra, 1970, vol. I.

### *Bibliographie*

---

<sup>104</sup> Pour Fontanellas : S. JACOBSON, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero », p. 69. Remisa et Riera deviennent sénateurs, respectivement en 1843 et 1845 (Archivo del Senado, HIS-0369-02 et HIS-0100-03). La carrière politique d'Aguado se limita à la fonction de maire d'Évry pendant les années 1830.

<sup>105</sup> G. CHASTAGNARET, « De Marseille à Madrid... la construction de la fortune de la *Casa Figueroa* », pp. 129-130.



ANDUJAR CASTILLO, Francisco, « Élités de poder militar: las Guardias Reales en el siglo XVIII », dans Juan Luis CASTELLANO, Jean-Pierre DEDIEU et María Victoria LOPEZ-CORDON (éd.), *La pluma, la mitra y la espada. Estudios de historia institucional en la edad moderna*, Madrid, Marcial Pons, 2000, pp. 65-94.

ARTOLA, Miguel, *La burguesia revolucionaria (1808-1874). Historia de España Alfaguara*, vol. V, Madrid, Alianza, 1973.

BAHAMONDE MAGRO, Ángel et Jesús A. MARTINEZ MARTIN, *Historia de España. Siglo XIX*, Madrid, Cátedra, 2001.

BECQ DE FOUQUIERES, André, *Mon Paris et mes Parisiens. Vol. I*, Paris, Pierre Horay, 1953.

BRODER, Albert, *Le rôle des intérêts économiques étrangers dans la croissance de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle*, t. I, Thèse d'État dactylographiée, Paris I, 1981.

CHASTAGNARET, Gérard, « Une réussite dans l'exploitation des minerais non ferreux espagnols au XIX<sup>e</sup> siècle : la Compagnie Royale Asturienne des Mines », dans Bartolomé BENNASSAR (éd.), *L'Espagne de l'immobilisme à l'essor*, Paris, Presses du CNRS, 1989, pp. 95-127.

CHASTAGNARET, Gérard, « De Marseille à Madrid, du plomb à la noblesse et au pouvoir d'État : la construction de la fortune de la Casa Figueroa », *Cahiers de la Méditerranée*, 46/47, 1993, pp. 124-137.

CHASTAGNARET, Gérard, « Voie paradoxale de la modernité ? La résurgence de l'*asiento* d'établissements miniers de la Couronne à la fin de l'Ancien Régime », dans *Pouvoirs et sociétés dans l'Espagne moderne. Hommage à Bartolomé Bennassar*, Toulouse, Presses de l'Université du Mirail, 1993, pp. 271-282.

CHASTAGNARET, Gérard, « El Mediterráneo, frontera minera de Europa en el siglo XIX: de la busca del signo al acaparamiento del horizonte próximo », dans *La industrializació i el desenvolupament econòmic d'Espanya. Homenatge al doctor Jordi Nadal*, vol. II, Barcelone, 1999, pp. 813-826.

CHASTAGNARET, Gérard, *L'Espagne, puissance minière dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velázquez, 2000.

CHASTAGNARET, Gérard, « La construcción de una imagen reaccionaria: la política minera de la década ominosa en el espejo liberal », *Ayer*, 41, 2001, pp. 119-140.

DARTEVELLE, Raymond, « Les fournitures aux armées : au fondement de la prospérité de Seillière (1798-1859) », dans Raymond DARTEVELLE (éd.), *La banque Seillière-Demachy. Une dynastie familiale au centre du négoce, de la finance et des arts*, Paris, Perrin/FHNB, 1999, pp. 18-39.

DAUNTON, Martin J., « Gentlemanly Capitalism and British Industry, 1820-1914 », *Past and Present*, 122, 1989, pp. 119-158.

DUBET, Anne (éd.), *Les finances royales dans la monarchie espagnole (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

FRANCISCO OLMOS, José María de, *Los miembros del Consejo de Hacienda (1722-1838) y de los miembros económico-monetarios*, Madrid, Castellum, 1997.

FONTANA, Josep, *La quiebra de la monarquía absoluta 1814-1820*, Barcelone, Ariel, 1971.

FONTANA, Josep, *Hacienda y Estado 1823-1833*, Madrid, Ministerio de Hacienda, Instituto de Estudios Fiscales, 2001.

GLESENER, « Godoy y la guardia real: reforma y oposición nobiliaria (1784-1808) », dans Antonio JIMENEZ ESTRELLA et Francisco ANDUJAR CASTILLO (éd.), *Los nervios de la guerra: estudios sociales sobre el ejército de la Monarquía Hispánica (ss. XVI-XVIII)*, Grenade, Editorial Comares, 2007, pp. 317-346.

GÓMEZ URDAÑEZ, Gracia, « Hacienda pública y empresa privada en la España liberal. La contrata del resguardo marítimo para la persecución del contrabando con la casa Llano, Ors y Cía (1837-1841) », dans Josep Fontana. *Història i Projecte Social. Reconeixement a una trajectòria - Historia y Proyecto Social. Jornadas de debate del « Institut Universitari d'Història Jaume Vicens Vives »*, Barcelone, Crítica, 2004, t. I, pp. 610-628.

GONZÁLEZ ENCISO, Agustín, « Les finances royales et les hommes d'affaires au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans Anne DUBET (éd.), *Les finances royales dans la monarchie espagnole (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, pp. 227-241.

GORTAZAR, Guillermo, « Las dinastías españolas de fundidores de plomo de Marsella: Don Luis Figueroa y Casaus (1781-1853) », dans *Haciendo Historia. Homenaje al profesor Carlos Seco*, Madrid, Universidad Complutense, 1989, pp. 251-259.

HELGUERA Juan, Nicolas GARCIA TAPIA, Fernando MOLINERO, *El canal de Castilla*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1988.

JACOBSON, Stephen, « Francisco Fontanellas: el comerciante-banquero en la época del capitalismo romántico », *Historia Social*, 64, 2009, pp. 53-78.

JALABERT, Éliane, *Marseille et l'Espagne sous la monarchie censitaire*, Diplôme d'Études Supérieures, Université de Provence, 1958.

JANKE, Peter, *Mendizábal y la instauración de la monarquía constitucional en España (1790-1853)*, Madrid, Siglo XXI, 1974.

LARROCHE, Emmanuel, *De la guerre selon la Charte : l'expédition d'Espagne en 1823*, Thèse

de doctorat d'Histoire sous la direction de Francis DEMIER, Université de Paris X Nanterre, 2010.

LOPEZ TABAR Juan, *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2001.

LUIS, Jean-Philippe, *L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velázquez, 2002.

LUIS, Jean-Philippe, *L'ivresse de la fortune. A. M. Aguado, un génie des affaires*, Paris, Payot, 2009.

MOLAS RIBALTA, Pere, *Del absolutismo a la constitución. La adaptación de la clase política al cambio de régimen*, Madrid, Sílex, 2008.

MORAL IRUARTE, Leandro del, « Bonificación de marismas y privatización de comunales. El caso de la isla mayor del Guadalquivir », *Archivo Hispalense*, 224, 1990, pp. 23-34.

NADAL, Jordi, *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913*, Barcelone, Ariel, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1975)

OJEDA, Germán, *Asturias en la industrialización española, 1833-1907*, Madrid, Siglo XXI, 1985.

PEREZ DE PERCEVAL VERDE, Miguel Angel, *Fundidores, mineros y comerciantes. La metalurgia de Sierra de Gador, 1820-1850*, Almeria, éd. Cajal, 1984.

PLESSIS, Alain, « La révolution de l'escompte dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 23, 2001, pp. 143-163.

PRO RUIZ, Juan, « Poder político y poder económico en el Madrid de los moderados (1844-1854) », *Ayer*, 66, 2007, pp. 27-55.

RAMON DE SAN PEDRO, José María, *D. Gaspar de Remisa y Miarons, marqués de Remisa: esbozo de la biografía de un banquero catalán, en el Madrid isabelino, y bosquejo del ambiente financiero de aquella época*, Barcelone, Servicio de Estudios del Banco Atlántico, 1953.

RIERA, Enric, *Els afrancesats a Catalunya*, Barcelone, Curial, 1994.

RUBEN PUENTE, Armando, *Alejandro Aguado, militar, banquero, mecenas*, Madrid, Edibesa, 2007.

RULL SABATE, Alberto, « El palacio del marqués de Casa Riera », *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, 36, 1996, pp. 301-318.

SUAREZ, Federico, « Notas sobre la administración en el reinado de Fernando VII », dans *Actas del I Symposium de Historia de la Administración*, Madrid, 1970, pp. 452-460.

TEDDE DE LORCA, Pedro, *El banco de San Fernando (1829-1856)*, Madrid, Alianza, 1999.

TEDDE DE LORCA, Pedro, « El banco español de San Fernando: un predecesor del Banco de España », *Boletín económico del Banco de España*, mars 2000, pp. 1-21.

TORRES SANCHEZ, Rafael, « Producir o comprar. La demanda de la corona española de productos industriales en el siglo XVIII », dans Luis A. RIBOT GARCIA y Luigi DE ROSA (éd.), *Industria y época moderna*, Madrid, Actas, 2000, pp. 95-132.

TORRES SANCHEZ, Rafael, « Cuando las reglas del juego cambian. Mercados y privilegio en el abastecimiento del ejército español en el siglo XVIII », *Revista de Historia Moderna*, 20, 2002, pp. 487-512.

TORRES SANCHEZ, Rafael, « Financiers et politiques. Francisco Montes et François Cabarrus (1770-1790) », dans Anne DUBET (éd.), *Les finances royales dans la monarchie espagnole (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, pp. 103-119.

VICENS VIVES, Juan *Industrials i politics del segle XIX*, Barcelone, Teide, 1958.